

**AVIS DE MARCHE**  
**Marché public de travaux de bâtiment**

**Section 1 : Identification de l'acheteur :**

État – Ministère de la Justice – Secrétariat Général – Délégation Interrégionale du Grand-Est représenté par Madame la cheffe du département de l'immobilier de Nancy (20 boulevard de la Mothe)

SIRET : 120 010 038 001 29

L'établissement ne fait pas partie d'un groupement d'acheteurs.

**Section 2 : Communication**

Les candidats intéressés peuvent télécharger le dossier de consultation sur le profil d'acheteur dénommé la 'Plate-forme des AChats de l'Etat' PLACE à l'adresse : (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous l'identifiant interne de la consultation « DI-NCY-TVX-REMISE-EN-ETAT-SUITE-A-SINISTRE-PALAIS-CAMBOUT-CPH-METZ »

L'intégralité des documents de consultation se trouve sur le profil d'acheteur

L'acheteur n'utilisera pas de moyens de communication non communément disponible

Nom du contact : Thierry Fabre ; adresse e-mail : [thierry.fabre@justice.gouv.fr](mailto:thierry.fabre@justice.gouv.fr)

n° téléphone du contact : 03 54 95 32 26

**Section 3 Procédure**

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte (articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.)

Technique d'achat : sans objet.

**Date et heure limite de réception des plis :** Le 02 mars 2026 à 12h

La présentation des offres par catalogue électronique est interdite.

Le nombre de candidat ne sera pas réduit.

L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans négociation, sur la base des offres initiales.

L'acheteur exige la présentation de variante.

☒ Non

☐ Oui

**Section 4 : Identification du marché**

Nota ; Dans cette section le terme marché désigne l'opération Travaux

Intitulé de l'opération : Marchés de travaux relatifs à la remise en état du Conseil des Prud'hommes appelé Palais Cambout à Metz suite à sinistre avec dégâts des eaux.

Type de marché : ☒ Travaux

Description succincte de l'opération : La présente consultation concerne les travaux de rénovation d'une partie du bâtiment endommagé par un dégât des eaux mais également l'aménagement de bureaux et autres locaux.

Lieu principal d'exécution de l'opération : Conseil des Prud'hommes, 31 rue du Cambout à Metz.

Durée prévisionnelle de l'opération : 6 mois dont 1 mois de préparation.

L'opération ne sera pas réalisée en tranches.

La consultation ne prévoit, pour aucun des lots cités ci-dessous, de réservation pour tout ou partie

du marché au sens des articles L2113-12 à 16 du code de la commande publique.

### **Section 5 : Lots**

L'opération est allotie :

Lot	Libellé	Code CPV
N°1	Installations de chantier - démolition	45111300-1
N°2	Plâtrerie - faux plafonds – cloisons - menuiseries intérieures	45410000-4
N°3	Revêtements de sol	45430000-0
N°4	Peinture - signalétique	45442100-8
N°5	Plomberie - sanitaire	45330000-9
N°6	Electricité CFO/CFA	45310000

### **Section 6 : Informations complémentaires**

#### Visite

Une visite obligatoire du site est prévue. Les modalités pratiques de ces visites sont définies dans le Règlement de la consultation

#### Conditions de participation et moyens de preuves acceptables

Pour chacun des lots, le candidat présentera une capacité économique et financière compatible avec le marché et des niveaux de qualifications professionnelles minimum suivants :

Lot	Libellé	Qualifications Qualibat
N°1	Installations de chantier - démolition	1112
N°2	Plâtrerie - faux plafonds – cloisons - menuiseries intérieures	4113 – 4132 – 43 12
N°3	Revêtements de sol	6223
N°4	Peinture - signalétique	6112
N°5	Plomberie - sanitaire	5111
N°6	Electricité CFO/CFA	Qualifélec : - CFO : MGTI - CFA : CFMGTI

La preuve de la capacité technique et professionnelle du candidat peut être apportée par la fourniture des certificats de qualification susmentionnés ou par tout moyen de preuve équivalent, prévus au règlement de consultation.

#### Clause d'insertion sociale :

Le marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique des personnes à la recherche d'un emploi (voir règlement de consultation).

#### Clause environnementale :

Le marché comporte une clause environnementale.